

Déclaration de la FSU 91 CDEN du 24 juin 2019

Madame la directrice académique, Monsieur le préfet,

L'an dernier à la même période, les élus FSU tiraient la sonnette d'alarme sur les projets dangereux et réactionnaires du gouvernement qui s'attaquaient aux protections collectives et aux solidarités. Aujourd'hui, force est de constater que la situation n'a fait qu'empirer. Après Parcoursup saison 1 et tous ses aléas que nous avons alors dénoncés, voici la saison 2 : échec confirmé et même amplifié avec le bug des affectations, source de stress et d'angoisse des futurs bacheliers ! Peut-être est-ce là une prépa commando pour habituer les jeunes à ce qui les attend ? L'année scolaire toute entière a été ponctuée de mesures, toutes plus injustes et plus inadéquates les unes que les autres, qui avaient pour point commun de dégrader plutôt que d'améliorer notre système : école de la confiance, décret sur une 2^{ème} HSA imposable et moins bien payée, réforme du baccalauréat et du lycée, et à venir la réforme sur les retraites.... Nous appelions à plus de justice et d'égalité dans notre système éducatif, à une amélioration de nos conditions de travail et de rémunération, mais c'est tout le contraire qui nous est imposé par la force, sans aucun dialogue et avec un grand mépris !

Sur le plan départemental, le bilan est effrayant. En effet, la balance des postes est négative avec 5 postes en moins et des effectifs en hausse constante pour la rentrée 2019 (+ 1239 en collège et + 377 en lycée). A cela s'ajoute un encadrement humain fortement en baisse : pour la 3^{ème} année consécutive il n'y aura pas de moyens supplémentaires d'assistance éducative, alors qu'on compte 4405 élèves en plus sur cette période ! Facteurs aggravants : la suppression des contrats aidés, la mise en place des PIAL et donc moins d'AESH, la 2^{ème} HSA imposée et donc moins de professeurs.

Plus d'élèves, moins d'adultes : voilà la réponse apportée par le ministère de l'Education Nationale à la situation alarmante que connaît l'école !

Malheureusement, c'est aussi la voie choisie par le Conseil départemental de l'Essonne. En effet, comment ne pas avoir à l'esprit la mutualisation brutale et non négociée des OP, figure et repère essentiels de toute la communauté éducative, l'expérimentation de l'externalisation du ménage dans 9 collèges du 91, et enfin la question des locaux pour les élèves essonnais. Les établissements sont pleins à craquer, ce qui augure d'un avenir sombre, alors même que la précarité sociale ne cesse de croître.

Il est de notre responsabilité de dénoncer une situation sans précédent imposée aux élèves et aux personnels des établissements scolaires. Jamais dans l'Essonne, les conditions de rentrée n'ont été aussi mauvaises.

Face à une situation d'une telle gravité, la FSU et ses syndicats, au sein d'une large intersyndicale (CGT, SUD, CNT, SNALC), et avec le soutien émouvant de l'UNL, ont appelé à faire grève le 17 juin, premier jour du baccalauréat. Cela était tout à fait inédit mais face à l'attitude intransigeante de notre ministre, responsable de ce désordre par sa communication mensongère, qui manipule les chiffres des

grévistés et ne répond pas à ses personnels , nous poursuivons nôtre action avec un appel à la grève le 27 juin 2019, 1^{er} jour du DNB.

Depuis des mois, les enseignants, experts du terrain, ont montré leur profond désaccord avec la politique menée par le gouvernement. Dans l'Essonne, de nombreuses actions ont été organisées : Nuit des lycées, démission de professeurs principaux, enterrement de l'école de la République (à Palaiseau, aux Ulis, à Savigny-sur-Orge, à Sainte-Geneviève-des-Bois...). Le ministre, et plus largement le gouvernement, n'ont eu aucune écoute pour ces mobilisations, qui sont pourtant sans précédent.

Quand il met en cause la responsabilité des enseignants, nous répondons que l'irresponsabilité est du côté du gouvernement, qui ne respecte pas le dialogue social, qui ne respecte pas les organisations syndicales, et qui mène une politique de destruction de notre école publique républicaine. Alors que notre société connaît des difficultés sociales importantes, l'école, qui devrait être le vecteur de l'épanouissement social et le rempart contre les obscurantismes quels qu'ils soient, devient le réceptacle des inégalités sociales et surtout contribue à les perpétuer. Parce que l'Education Nationale est aux urgences, et malgré la surdité dont fait preuve le ministre Blanquer, la FSU n'aura de cesse de clamer les besoins et de réclamer les moyens indispensables pour une éducation, nationale, juste et émancipatrice, digne des enjeux du XXIème siècle.